

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 190

27 janvier 2006

SOMMAIRE

Abacus Brain Concepts, GmbH, Weiswampach . . .	9075	Kebo Holding S.A., Luxembourg	9088
AP International Management, S.à r.l., Bigonville .	9093	Keller Norbert A.G., Troisvierges	9075
Arafura Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	9088	Kidder Investments S.A., Luxembourg	9087
Aral Luxembourg S.A., Bertrange	9119	Latabofa, S.à r.l., Wilwerdange	9074
Atria Invest S.A., Luxembourg	9116	Le Passé Simple, S.à r.l., Rombach	9079
B.C. Holdings S.A., Luxembourg	9117	Lober Soparfi S.A., Ehlange-sur-Mess	9106
Beauritz S.A., Luxembourg	9120	Lux-Ham, S.à r.l., Waldbredimus	9106
Beauritz S.A., Luxembourg	9120	Luxair Finance, S.à r.l., Luxembourg	9092
Beauritz S.A., Luxembourg	9120	Maroldt Participations, S.à r.l., Luxembourg	9116
Bois Schmitz, S.à r.l., Troisvierges	9074	Maroldt Participations, S.à r.l., Luxembourg	9116
Business Golf Solutions, S.à r.l., Trintange	9106	Meridian Mezzanine Finance, S.à r.l., Luxem- bourg	9080
Caves Krier Frères, Remich, S.A., Remich	9093	Milch-Union Hocheifel Luxembourg, GmbH, Ingel- dorf	9075
Ceragen, S.à r.l., Weiswampach	9074	MSD Construction S.A., Troisvierges	9076
CL Immobilien, S.à r.l., Waldbillig	9078	Nordbois, S.à r.l., Troisvierges	9074
Communication Technologies & Strategies Inter- actives S.A., Luxembourg	9118	Noremars Holding, Heinerscheid	9076
Compagnie Financière de la Madelaine S.A.H., Lu- xembourg	9079	Oncoview S.A., Luxembourg	9118
Contern Exploitation S.A., Luxembourg	9116	Optique Marc Wirtz, S.à r.l., Diekirch	9076
EBTEE, European Business Technologies & Engi- neering Expertises S.A., Ellange	9077	Orient Galerie, S.à r.l., Bertrange	9077
Electrocarel, S.à r.l., Mertzig	9078	Orient Galerie, S.à r.l., Bertrange	9077
Epilpro, S.à r.l., Crauthem	9116	Primelux Insurance S.A., Luxembourg	9106
Eton Investment S.A., Luxembourg	9087	Promacon A.G., Troisvierges	9075
Eurocargo S.A., Sandweiler	9093	Property Trust Altstadt-Lindheim, S.à r.l., Lu- xembourg	9094
Eurplan S.A., Strassen	9117	RMS.LU S.A., Ettelbruck	9078
Fint Holding S.A., Luxembourg	9088	S.L.R., Société Luxembourgeoise de Recouvre- ment S.A., Dalheim	9117
Galen S.A., Wiltz	9078	S.W.I.B. S.A., Weiswampach	9074
Garage Nico Castermans, S.à r.l., Redange-sur- Attert	9078	SC-ER Special Opportunity Holdings S.A., Luxem- bourg	9117
Golden Bay Investment Holding S.A., Luxem- bourg	9079	Schroeder Charpente, S.à r.l., Schieren	9077
Hubbell Luxembourg II, S.à r.l., Luxembourg	9118	Smaccess S.A., Weiswampach	9076
Immo Belge Invest S.A., Bertrange	9117	Société Financière Cremonese S.A., Luxem- bourg	9119
ING PFCE Top Holdco, S.à r.l., Luxembourg	9102	Top Fancy, S.à r.l., Ettelbruck	9077
ING PFCE Top Holdco, S.à r.l., Luxembourg	9105	Weyma S.A., Troisvierges	9076
Intebel Holding S.A., Luxembourg	9075	Wiz'Art, S.à r.l., Luxembourg	9118
International Chemistry Association S.A., Luxem- bourg	9118		

S.W.I.B. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 117A, route de Stavelot.
R. C. Luxembourg B 96.038.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00117, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903080.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

CERAGEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 102, Auf dem Kiemel.
R. C. Luxembourg B 103.891.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00118, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903081.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

LATABOFA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 41A.
R. C. Luxembourg B 102.351.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00119, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wilwerdange, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903082.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

NORDBOIS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9908 Troisvierges, Zone Industrielle Gare.
R. C. Luxembourg B 106.980.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00120, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903083.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

BOIS SCHMITZ, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9906 Troisvierges, Zone Industrielle Gare.
R. C. Luxembourg B 92.681.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00121, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903084.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

MILCH-UNION HOCHFEL LUXEMBURG, GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 81, rue de la Sûre.
R. C. Luxembourg B 101.181.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00123, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ingeldorf, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903085.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

INTEBEL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2316 Luxembourg, 134, boulevard Patton.
R. C. Luxembourg B 29.950.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00124, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903086.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

PROMACON A.G. , Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 38-40, rue de Wilwerdange.
R. C. Luxembourg B 98.437.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00125, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903087.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

KELLER NORBERT A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 38-40, rue de Wilwerdange.
R. C. Luxembourg B 93.108.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00128, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903088.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

ABACUS BRAIN CONCEPTS, GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 86, route de Clervaux.
R. C. Luxembourg B 104.458.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 29 juin 2005, réf. DSO-BF00388, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903092.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

WEYMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9910 Troisvierges, 1A, rue de la Laiterie.
R. C. Luxembourg B 99.633.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00113, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903093.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

SMACCESS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 117A, route de Stavelot.
R. C. Luxembourg B 93.424.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00112, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903094.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

MSD CONSTRUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 4, Zone Industrielle.
R. C. Luxembourg B 102.851.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00111, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903097.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

NOREMAR S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, Maison 34.
R. C. Luxembourg B 102.314.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2005, réf. DSO-BI00122, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Heinerscheid, le 28 septembre 2005.

FIDUNORD, S.à r.l.

Signature

(903099.3/667/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 29 septembre 2005.

OPTIQUE MARC WIRTZ, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9205 Diekirch, 2, rue St. Antoine.
R. C. Luxembourg B 99.342.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 22 septembre 2005, réf. DSO-BI00148, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(903110.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

TOP FANCY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 95.740.

Le bilan au 31 décembre 2004 enregistré à Diekirch, le 22 septembre 2005, réf. DSO-BI00151, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(903111.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

ORIENT GALERIE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8060 Bertrange, 80, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 94.643.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 30 septembre 2005, réf. DSO-BI00185, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(903113.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

ORIENT GALERIE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8060 Bertrange, 80, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 94.643.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 30 septembre 2005, réf. DSO-BI00186, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(903114.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

SCHROEDER CHARPENTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9122 Schieren, 39, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 96.883.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2005, réf. LSO-BI04922, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(903117.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

**EBTEE, EUROPEAN BUSINESS TECHNOLOGIES & ENGINEERING EXPERTISES S.A.,
Société Anonyme.**

Siège social: L-3333 Ellange, 44A, route de Bettembourg.

R. C. Luxembourg B 99.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 17 octobre 2005, réf. LSO-BJ03144, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROPEAN BUSINESS TECHNOLOGIES & ENGINEERING EXPERTISES S.A.

FIDUCIAIRE DES PME S.A.

Signatures

(091884.3/514/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2005.

GALEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 93.909.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire du 25 mars 2003 de la S.A. GALEN tenue à Wiltz que:
Le mandat des administrateurs:

- Monsieur Fajal Bernard, demeurant à L-9577 Wiltz;
- Monsieur Sourdeau Philippe, demeurant à B-1480 Tubize;
- Monsieur Marbaise Guy demeurant, à F-80130 Escarbotin;

et le mandat du commissaire aux comptes:

- M. Funck Lucien (ancien FIDUCIAIRE FUNCK), demeurant à L-9644 Dahl;

ont été reconduits pour une période de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels de l'an 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 30 novembre 2005.

FIDUCIAIRE LUCIEN FUNCK, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2004, réf. DSO-AX00071. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(903116.3/557/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

RMS.LU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9044 Ettelbruck, 16, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 91.563.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12344, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(903120.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

GARAGE NICO CASTERMANS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 5, rue Fraesbich.
R. C. Luxembourg B 98.064.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12341, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(903121.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

CL IMMOBILIEN, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-7680 Waldbillig, 6, rue de Christnach.
H. R. Luxembourg B 99.252.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2004, eingetragen in Luxemburg, am 22. September 2005, Ref. LSO-BI04893, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Diekirch am 30. September 2005 hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

(903122.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

ELECTROCAREL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9167 Mertzig, 6, rue de l'Ecole.
R. C. Luxembourg B 103.993.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12337, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(903123.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 30 septembre 2005.

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA MADELAINE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 59.511.

Le bilan au 31 mars 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06283, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2005.

FIDUPAR

Signatures

(085925.3/1172/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

GOLDEN BAY INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 83.818.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03344, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUPAR

Signatures

(085926.3/1172/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

LE PASSÉ SIMPLE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.
R. C. Luxembourg B 110.970.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le quinze septembre.

Par-devant Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Madame Marie-Claude Toussaint, employée privée, née le 15 août 1955 à Bastogne en Belgique, demeurant à B-6800 Libramont, 11, rue de l'ancienne Gare, laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de LE PASSÉ SIMPLE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Rambrouch; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation de restaurants ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

En cas de pluralité d'associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2005.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par la comparante prénommée, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

En raison de ces apports, les cent (100) parts sociales de la société, représentant une valeur de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, sont toutes attribuées à la comparante, Madame Toussaint, prénommée.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 8. En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement unanime de ses co-associés.

Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:
- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un ou de plusieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentés, la comparante se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, la comparante sus-nommée, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-8832 Rombach, commune de Rambrouch, 18, route de Bigonville;
2. Est nommée gérante de la société Madame Marie-Claude Toussaint, prénommée;
3. La gérante est habilitée à engager en toutes circonstances la société par sa seule signature;
4. Le mandat ainsi conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M.-C. Toussaint, P. Probst.

Enregistré à Diekirch, le 19 septembre 2005, vol. 616, fol. 63, case 9. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 23 septembre 2005.

P. Probst.

(903166.3/4917/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 octobre 2005.

MERIDIAN MEZZANINE FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 51, boulevard J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 110.959.

STATUTES

In the year two thousand five, on the twenty-third day of September.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

MERIDIAN MEZZANINE SCA, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, represented by Ms Valérie Mantot, Avocat au barreau de Paris, with professional address in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 23 September 2005.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association (the Articles of Association) of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated as follows:

I. - Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name

There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société à responsabilité limitée, under the name of MERIDIAN MEZZANINE FINANCE, S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg in any companies, partnerships or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. It may participate in the creation, development, management and control of any company, partnership or enterprise, be it as a general partner, manager, director or otherwise.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital, Shares

Art. 5. Capital

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

If the Company has more than one partner, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. - Management, Representation

Art. 7. Board of managers

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. The manager(s) need not to be partner(s). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The board of managers may appoint a chairman among its members.

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of the chairman or any two managers at the place indicated in the convening notice. The board of managers shall in no event meet less frequently than once in every quarter. The chairman will preside at all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy. The proxy shall be given in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if at least the majority of the managers are present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman shall have a casting vote. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman or all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager or, as the case may be, by the joint signature of two managers of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. - General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. - Annual accounts, Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and end on the 31st December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office. The inventory and balance sheet are submitted to the partners for approval within the first six months after the end of the accounting year.

Art. 15. Allocation of profits

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company

is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. - General provision

Art. 17. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2005.

Subscription - Payment

Thereupon MERIDIAN MEZZANINE SCA, represented as stated hereabove, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company.

The five hundred (500) shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which must be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 2,400.-.

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at three (3);
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:
 - Mr Emmanuele Famerie, director, born on 7 March 1961, in Huy (Belgium), with professional address at 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
 - Mr John Mowinckel, director, born on 6 July 1950, in Rome (Italy), with professional address at 1 Duchess Street, London, W1W6AN, England; and
 - Mr Francesco Moglia, director, born on 27 May 1968, in Rome (Italy), with professional address at 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
3. The registered office of the Company is set at 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-troisième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire, résidant à Luxembourg.

A comparu:

MERIDIAN MEZZANINE SCA, une société en commandite par actions, constituée sous les lois du Luxembourg ayant son siège social au 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

représentée par Mme Valérie Mantot, Avocat au Barreau de Paris, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 23 septembre 2005.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter les statuts (les Statuts) d'une société à responsabilité limitée qui est constituée comme suit:

1^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

Il est établi par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires de parts sociales, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée, sous la dénomination de MERIDIAN MEZZANINE FINANCE, S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés adoptée dans les formes prescrites pour les modifications des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique, ou le cas échéant, du conseil de gérance de la Société, des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou les moyens de communication entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires ne peuvent toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la Société qui demeurera, en dépit du transfert provisoire de son siège social, une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1. La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés, sociétés de personnes ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société, société de personne ou entreprise, en tant que associé commandité, gérant, administrateur ou autre.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, titres de créances et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions de titres de créances à ses filiales, sociétés affiliées ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et des sûretés au profit de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société.

La Société pourra en outre hypothéquer, gager, nantir ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses actifs.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, les risques de change, les risques liés aux taux d'intérêts et tous autres risques.

3.3. La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières ainsi que toutes transactions en relation avec des biens mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent.

Art. 4. Durée

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, suspension des droits civiques, d'incapacité, d'insolvabilité, faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs de ses associés.

II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée dans les formes prescrites pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne pour les représenter auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés est soumise à l'agrément préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société, ou acceptée par elle, en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toute autre question, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et il pourra être consulté par chaque associé qui le souhaite.

6.5. La Société peut racheter ses propres parts dans les limites prévues par la Loi.

III. - Gestion, Représentation

Art. 7. Conseil de gérance

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne doit/doivent pas être nécessairement associé(s). Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le conseil de gérance peut nommer un président parmi ses membres.

7.2. Les gérants peuvent être révoqués ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts sont de la compétence du gérant unique ou, si la Société est gérée par plusieurs gérants, par le conseil de gérance, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par tout gérant de la Société.

Art. 9. Procédure

9.1. Le conseil de gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le conseil de gérance doit dans tous les cas se réunir au moins tous les quatre mois. Le président préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance nomme une autre personne à titre de président pro tempore par vote de la majorité des personnes présentes ou représentées par une procuration à cette réunion.

9.2. Des convocations écrites aux réunions du conseil de gérance sont données à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence, sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Une convocation préalable n'est pas requise si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et si ils déclarent avoir été dûment informés, et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, fax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire. La procuration sera donnée par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, fax ou courrier électronique.

9.5. Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises à la majorité des voix exprimées. Si lors d'une réunion le nombre de voix pour ou contre une résolution est égal, le président aura une voix prépondérante. Les résolutions du conseil de gérance seront enregistrées dans des procès-verbaux signés par le président ou tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont considérées comme valablement adoptées et opposables comme si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une même résolution et peuvent être envoyées par lettre ou fax.

Art. 10. Représentation

La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par la signature de son gérant unique ou, le cas échéant, par les signatures conjointes de deux gérants de la Société ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. de ces Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants

Les gérants n'assument, à raison de leur fonction, aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

IV. - Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé peut désigner toute personne ou entité comme son mandataire en vertu d'une procuration écrite donnée par lettre, télégramme, télex, fax ou e-mail, pour le représenter aux assemblées générales des associés.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq, les décisions des associés peuvent être prises par résolution circulaire, dont le texte sera envoyé à tous les associés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, fax ou e-mail. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une même résolution et pourront être envoyées par letter ou fax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour modifier les Statuts ou pour dissoudre ou liquider la Société ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. - Comptes annuels, Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social

14.1. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société. L'inventaire et le bilan sont soumis à l'approbation des associés dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Les résultats bruts de la Société apparaissant dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Un montant correspondant à cinq pour cent (5%) du bénéfice net annuel de la Société est affecté à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décide discrétionnairement de l'affectation du solde du bénéfice net annuel. Elle peut en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende ou l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Les dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un bilan ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) cet état des comptes, bilan ou rapport montre qu'il y a suffisamment de fonds disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables moins réduit par les pertes reportées et les sommes à allouées à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) on s'est assuré que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé, ou s'il y a plusieurs associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. - Disposition générale

Art. 17. Disposition générale

Pour tous les points non expressément abordés aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prendra fin le 31 décembre 2005

Souscription et paiement

Ces faits exposés, MERIDIAN MEZZANINE SCA, représentée comme décrit ci-dessus, déclare avoir souscrit l'intégralité du capital social de la Société.

Les cinq cents (500) parts sociales ont été entièrement libérées par contribution en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire soussigné, qui le certifie expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, frais et charges de toute forme que ce soit qui incombent à la Société suite à sa constitution sont estimés à approximativement EUR 2.400,-.

Décision de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les décisions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois (3);
2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérant de la Société pour une période indéfinie:
 - M. Emmanuele Famerie, administrateur, né le 7 mars 1961, à Huy (Belgique), ayant son adresse professionnelle à 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
 - M. John Mowinckel, administrateur, né le 6 juillet 1950, à Rome (Italie), ayant son adresse professionnelle à 1 Duchess Street, Londres, W1W6AN, Angleterre; et
 - M. Francesco Moglia, administrateur, né le 27 mai 1968, à Rome (Italie), ayant son adresse professionnelle à 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est fixé au 51, boulevard J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaut.

Et après lecture faite à la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: V. Mantot, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2005, vol. 150S, fol. 16, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(088834.3/230/421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

KIDDER INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 80.822.

Extraits des résolutions de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 12 septembre 2005

1. La démission de M. Fabio Mazzoni, M. Benoît Georis et de M. Joseph Mayor comme administrateurs est acceptée.
2. La nomination de M. Bob Faber, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie, et de M. Charles Meyer, expert-comptable, demeurant à L-7243 Bereldange, 23, rue du Dix Octobre, comme administrateurs pour une durée de 5 ans est acceptée.
3. La démission de WOOD APPLETON OLIVER, EXPERTS COMPTABLES, S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes de la société est acceptée.
4. La nomination d'HERMES PARTNERS TRUST SERVICES S.A. avec siège social L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, comme commissaire aux comptes pour une durée de 5 ans est acceptée.
5. Le transfert du siège social de la société à L-1511, Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie est accepté.

Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour avis sincère et conforme

Pour KIDDER INVESTMENTS S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03095. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(085935.3/850/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

ETON INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 105.034.

Le bilan du 23 novembre 2004 au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06193, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Wagener

Le mandataire

(085990.3/279/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

FINT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes.
R. C. Luxembourg B 93.701.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06524, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINT HOLDING S.A.

M. Bogers

Administrateur

(085939.3/1084/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

KEBO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes.
R. C. Luxembourg B 95.680.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06521, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KEBO HOLDING S.A.

M. Bogers

Administrateur

(085943.3/1084/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

ARAFURA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 111.213.

STATUTES

In the year two thousand five, on the third of October.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

There appeared:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974,

here represented by Mr Michel Van Krimpen, lawyer, residing professionally at Luxembourg and Mr Herman Boersen, lawyer, residing professionally at Luxembourg, acting jointly in their respective capacities as director and attorney-in-fact A.

Such appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10th August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, rent-

ing, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name ARAFURA LUXEMBOURG, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one hundred and twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (100.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2005.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The share quotas have been subscribed by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., prenamed, which is the sole partner of the company.

The share quotas have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred and fifty Euro (1,250.- EUR).

Resolutions of the sole partner

1) The company will be administered by one manager:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., prenamed.

The duration of its mandate is unlimited and it has the power to bind the company by its sole signature.

2) The address of the corporation is in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le trois octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974,

ici représentée par Monsieur Michel Van Krimpen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg et Monsieur Herman Boersen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en leurs qualités respectives d'administrateur et de fondé de pouvoirs A.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2.

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

2.2. La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination ARAFURA LUXEMBOURG, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2005.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaires des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été souscrites par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Décisions de l'associé unique

1) La société est administrée par un gérant:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée.

La durée de son mandat est illimitée et il a le pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Van Krimpen, H. Boersen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 11 octobre 2005, vol. 433, fol. 39, case 2. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 17 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(091536.3/242/262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

LUXAIR FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 14.764.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social, le 2 mai 2005

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06467, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Pour extrait conforme

A. Ney

(085949.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

EUROCARGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Sandweiler, Aéroport de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 31.860.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social, le 27 mai 2005

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, réf. LSO-BH06444, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2005.

Pour extrait conforme

A. Ney

(085950.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

CAVES KRIER FRERES, REMICH, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5573 Remich, 1, Montée St. Urbain.
R. C. Luxembourg B 102.582.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04493, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085965.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

AP INTERNATIONAL MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8814 Bigonville, 34, rue Principale.
R. C. Luxembourg B 110.971.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le seize septembre.

Par-devant Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Madame Alexandra Pavlidis, indépendante, née le 17 mai 1964 à Genk/Mechelen en Belgique, demeurant à B-1080 Sint-Jans-Molenbeek, Joseph Baecklaan 78/6,

laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de AP INTERNATIONAL MANAGEMENT, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Rambrouch; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La société a pour objet la consultation en matière de recherche de partenaires pour sociétés, de recherche de collaborateurs et recherche de créneaux commerciaux ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

En cas de pluralité d'associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés. Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2005.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par la comparante pré-nommée, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

En raison de ces apports, les cent (100) parts sociales de la société, représentant une valeur de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, sont toutes attribuées à la comparante, Madame Pavlidis, prénommée.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 8. En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement unanime de ses co-associés. Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un ou de plu-sieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, la comparante se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, la comparante sus-nommée, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-8814 Bigonville, commune de Rambrouch, 34, rue Principale;
 2. Est nommée gérante de la société Madame Alexandra Pavlidis, prénommée;
 3. La gérante est habilitée à engager en toutes circonstances la société par sa seule signature;
 4. Le mandat ainsi conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.
- Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Pavlidis, P. Probst.

Enregistré à Diekirch, le 19 septembre 2005, vol. 616, fol. 63, case 12. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 23 septembre 2005.

P. Probst.

(903167.3/4917/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 octobre 2005.

PROPERTY TRUST ALTENSTADT-LINDHEIM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 110.963.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-ninth day of the month of September.

Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 109.812, with registered office at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg,

represented by Maître Laurent Schummer, avocat, by virtue of a proxy given on 27 September 2005.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party has drawn up the following articles of association of a company which it declared to establish:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is established by the sole shareholder a société à responsabilité limitée (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of Incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is initially composed of one sole shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of PROPERTY TRUST ALTENSTADT-LINDHEIM, S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the board of Managers (here after the «Board of Directors»).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that in the view of the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever and (v) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovable, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders voting in accordance with the quorum and majority rules provided by law.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Subscribed capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the subscribed capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Board of directors, Statutory auditors

Art. 9. Board of Directors. The Company will be managed by a board of directors (referred to as the «Board of Directors») composed of at least three members who need not be shareholders (the «Directors»).

The Directors will be elected by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be, which will determine their number, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be

removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. For each meeting of the Board of Directors, the Directors present or represented will appoint a chairman from among the Directors attending in person the meeting. They may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors will meet upon call by any one Director.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing, by fax or by telegram. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman who presided the relevant meeting and by the secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the sole shareholder or the shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the shareholders at the next vote in writing or to the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures or sole signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such power.

Art. 16. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be.

Chapter IV. - Meeting of shareholders

Art. 17. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Directors to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay

of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Board of Directors, subsidiarily, by the auditor or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 18. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Directors by law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 19. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half of the capital.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any member of the Board of Directors.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

Art. 20. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of the month of July and ends on the last day of the month of June of the following year.

Art. 21. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Board of Directors draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 22. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The sole shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 24. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital (EUR)	Number of shares	Amount paid-in (EUR)
PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l.	12,500.-	500	12,500.-
Total	12,500.-	500	12,500.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,800.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of June 2006.

Extraordinary general meeting

The above-named party, representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. Resolved to elect the following as Directors for an undetermined period:

- Mr Hitesh Patel, Investment Manager, AXA REIM UK, 7, Newgate Street, London, EC1A7NX, United Kingdom;
- Mr Richard Gordon Ray, Senior Real Estate Investment Manager, AXA REAL ESTATE INVESTMENT MANAGERS BELGIUM S.A., 25, boulevard du Souverain, 1170 Brussels, Belgium; and
- Mr John Mary Marren, Director, GUERNSEY INTERNATIONAL FUND MANAGERS LIMITED, Northern Trust, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, GY1 3QL, Channel Islands.

2. The registered office shall be at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present deed, was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte anglais:

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf septembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 109.812, avec siège social à 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration délivrée le 27 septembre 2005.

Cette procuration, signée par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, a arrêté ainsi qu'il suit les présents statuts d'une société qu'il déclare constituer:

Chapitre 1^{er}. - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi su 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

La Société adopte la dénomination PROPERTY TRUST ALTENSTADT-LINDHEIM, S.à r.l.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance (appelé ci-après «Conseil d'Administration»).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger

jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit et (v) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant de nature directement ou indirectement à son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par les associés, suivant les règles de quorum et de majorité prévues par la loi.

Chapitre II. - Capital, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une ou plusieurs parts en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement, en cas de rachat par la Société, des parts sociales des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cession ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Chapitre III. - Conseil d'administration, Commissaires aux comptes

Art. 9. Conseil d'administration. La Société est administrée par un conseil d'administration (ci-après le «Conseil d'Administration») composé de trois membres au moins, associés ou non (ci-après les «Administrateurs»).

Les Administrateurs seront nommés par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui déterminent leur nombre, la durée de leur mandat, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif par décision de l'associé unique ou des associés.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration. Pour chacune des réunions le Conseil d'Administration, les Administrateurs présents ou représentés choisiront un président parmi les Administrateur participant à la réunion. Ils pourront également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des associés.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation d'un Administrateur.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette

réunion. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur ou par télégramme de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration peut de temps en temps déterminer.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant un autre Administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

Un ou plusieurs Administrateurs peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant à communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a un). Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président qui a présidé la réunion considérée et par le secrétaire (s'il y en a un) ou par deux membres du Conseil d'Administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les Statuts à l'associé unique ou aux associés sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou des actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux Administrateurs, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non. Elles le seront dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par les associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou des associés.

Chapitre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 17. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par les Administrateurs aux associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblées générales conformément aux conditions fixées par la loi sur convocation par le Conseil d'Administration, ou à défaut, par le ou les commissaire aux comptes, ou à leur défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associées en conformité avec la loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'Administration.

Art. 18. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au Conseil d'Administration en vertu de la loi ou des présents statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 19. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise pour les présents Statuts, ou selon le cas, par la loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant la moitié du capital social.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs seront signés par un membre du Conseil d'Administration.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 20. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de juillet et finit le dernier jour du mois de juin de l'année suivante.

Art. 21. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tous associé ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de ces documents financiers. Si la Société plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne peut être exercé que pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée.

Art. 22. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'associé unique ou les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par les associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Associés	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l.	12.500,-	500	12.500,-
Total	12.500,-	500	12.500,-

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues aux articles 26 et 103 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Coût

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.800,- EUR.

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le dernier jour du mois de juin 2006.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant préqualifié, représentant la totalité du capital social souscrit, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Décide de nommer les personnes suivantes comme administrateurs pour une période illimitée:

- M. Hitesh Patel, Investment Manager, AXA REIM UK, 7, Newgate Street, London, EC1A 7NX, Royaume-Uni;
- M. Richard Gordon Ray, Senior Real Estate Investment Manager, AXA REAL ESTATE INVESTMENT MANAGERS BELGIUM S.A., 25, boulevard du Souverain, 1170 Brussels, Belgique; et
- M. John Mary Marren, Director, GUERNSEY INTERNATIONAL FUND MANAGERS LIMITED, Northern Trust, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, GY1 3QL, Iles de la Manche.

2. Le siège social est fixé à 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: L. Schummer, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 77, case 10. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2005.

G. Lecuit.

(088998.3/220/475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

ING PFCE TOP HOLDCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 95.703.

RECTIFICATIF

In the year two thousand and five, on the twenty-seventh of September.

Before Us, Maître Alphonse Lentz, notary residing at Remich (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, a partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under the number 37726, acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under the number 399, here represented by Mr Steve Van Den Broek, employee, with professional address in L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, by virtue of two proxies delivered in Guernsey on September 27th, 2005.

The prenamed proxies given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as the only partner, has requested the undersigned notary to enact the following:

The only partner ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, is the only partner of ING PFCE TOP HOLDCO, S.à r.l., an unipersonal limited liability corporation with registered office in L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, incorporated by deed of the notary Jean-Joseph Wagner, residing in Sanem, on September 12th, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1065 of October 14th, 2003.

The capital of the company is fixed at two hundred and six thousand Euro (206,000.- EUR) represented by two hundred and six (206) parts, with a nominal value of one thousand Euro (1,000.- EUR) each, entirely paid in.

The only partner takes the following resolutions:

A. Concerning restatement of the notarial deed of incorporation of the Company, dated September 12th, 2003, published in the Mémorial C, number 1065 of October 14th, 2003 and of the deeds of June 18th, 2004 and September 22nd, 2004.

First resolution

Contrary to the name given in the deed mentioned hereafter which indicates ING PFCE LP, a partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under the number 399, the only partner acknowledges and confirms that ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED appeared to the notarial deed of incorporation of the Company, published in the Mémorial C, number 1065 of 14 October 2003, in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CEN-

TRAL EUROPE LP, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner resolves to restate the notarial deed of incorporation of the Company, whereby the true designation of the appearing party is ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 37726, acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner consequently resolves to change any reference to ING PFCE LP in the notarial deed of incorporation of the Company into ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

Second resolution

Contrary to the name given in the deed mentioned hereafter which indicates ING PFCE LP, a partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under the number 399, the only partner acknowledges and confirms that ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED appeared to the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company adopted on 18 June 2004, published in the Mémorial C, number 899 of 8 September 2004, in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner resolves to restate the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company held on 18 June 2004, whereby the true designation of the appearing party is ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 37726, acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner consequently resolves to change any reference to ING PFCE LP in the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company adopted on 18 June 2004 into ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

Third resolution

Contrary to the name given in the deed mentioned hereafter which indicates ING PFCE LP, a partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under the number 399, the only partner acknowledges and confirms that ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED appeared to the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company adopted on 22 September 2004, published in the Mémorial C number 1228 of 1 December 2004, in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner resolves to restate the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company adopted on 22 September 2004, whereby the true designation of the appearing party is ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, a limited partnership governed by the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 37726, acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered at the Guernsey Register under number 399.

The only partner consequently resolves to change any reference to ING PFCE LP in the notarial deed recording the resolutions of the only partner of the Company adopted on 22 September 2004 into ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED acting in its capacity as General Partner of ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

B. Concerning an increase of the corporate capital.

Fourth resolution

The only partner resolves to increase the corporate capital by an amount of one hundred and seven thousand euro (107,000.- EUR), so as to raise it from its present amount of two hundred and six thousand euro (206,000.- EUR) to three hundred thirteen thousand euro (313,000.- EUR), by issuing one hundred and seven (107) new parts with a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing parts.

Subscription and liberation

The appearing only partner declares to subscribe the one hundred and seven (107) new parts and to have paid them up, fully in cash, at their par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each, together with an total issue premium of one thousand sixty-six euro (1,066.- EUR), so that the amount of one hundred eight thousand and sixty-six euro (108,066.- EUR) is at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

Fifth resolution

The appearing only partner resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

«**Art. 6.** The capital is set at three hundred thirteen thousand euro (313,000.- EUR) represented by three hundred thirteen (313) parts of a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each.»

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing person, the appearing person signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française:

L'an deux mille cinq, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, une société constituée sous le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernesey Register de sous le numéro 37726, agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Registre de Guernesey sous le numéro 399, ici représentée par Monsieur Steve Van Den Broek, employé privé, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, en vertu de deux procurations données à Guernesey le 27 septembre 2005.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

L'associée unique ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, est la seule associée de la société à responsabilité limitée unipersonnelle ING PFCE TOP HOLDCO, S.à r.l., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner, de résidence à Sanem, en date du 12 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1065 du 14 octobre 2003.

Le capital social de la société est fixé à deux cent six mille euros (206.000,- EUR) représenté par deux cent six (206) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, entièrement libérées.

L'associée unique prend les résolutions suivantes:

A. Concernant la rectification de l'acte de constitution de la société du 12 septembre 2003, publié au Mémorial C, numéro 1065 du 14 octobre 2003 ainsi que des actes du 18 juin 2004 et 22 septembre 2004.

Première résolution

Contrairement au nom donné dans l'acte mentionné ci-après qui indique celui de IMG PFCE LP une partnership régie par les lois de Guernesey, avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399, l'associée unique reconnaît et confirme que ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED a comparu lors de l'acte notarié de constitution de la Société, publié au Mémorial C, numéro 1065 du 14 octobre 2003, en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399.

L'associée unique a décidé de rectifier l'acte notarié de constitution de la Société, de sorte que la désignation exacte de la comparante est ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, ayant son siège à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 37726, agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399.

L'associée unique décide en conséquence de remplacer toutes les références à ING PFCE LP dans l'acte notarié de constitution par ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

Deuxième résolution

Contrairement au nom donné dans l'acte mentionné ci-après qui indique celui de ING PFCE LP une partnership régie par les lois de Guernesey avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399, l'associée unique reconnaît et confirme que ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED a comparu lors de l'acte notarié documentant les résolutions de l'associée unique de la Société prises le 18 juin 2004, publié au Mémorial C, numéro 899 du 8 septembre 2004, en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399.

L'associée unique a décidé de rectifier l'acte notarié documentant les résolutions de l'associé unique de la Société prises le 18 juin 2004, de sorte que la désignation exacte de la comparante est ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, ayant son siège à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 37726, agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernsey Register sous le numéro 399.

L'associée unique décide en conséquence de remplacer toutes les références à ING PFCE LP dans l'acte notarié documentant les résolutions de l'associée unique de la Société prises le 18 juin 2004 par ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

Troisième résolution

Contrairement au nom donné dans l'acte mentionné ci-après qui indique celui de ING PFCE LP une partnership régie par les lois de Guernesey avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernesey Register sous le numéro 399, l'associée unique reconnaît et confirme que ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED a comparu lors de l'acte notarié documentant les résolutions de l'associée unique de la Société prises le 22 septembre 2004, publié au Mémorial C, numéro 1228 du 1^{er} décembre 2004, en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernesey Register sous le numéro 399.

L'associée unique décide de rectifier l'acte notarié documentant les résolutions de l'associée unique de la Société prises le 22 septembre 2004, de sorte que la désignation exacte de la comparante est ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED, ayant son siège à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernesey Register sous le numéro 37726, agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP, une limited partnership régie par le droit de Guernesey, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au Guernesey Register sous le numéro 399.

L'associée unique décide en conséquence de remplacer toutes les références à ING PFCE LP dans l'acte notarié documentant les résolutions de l'associée unique de la Société prises le 22 septembre 2004 par ING REAL ESTATE PFCE MANAGEMENT LIMITED agissant en sa qualité de General Partner de ING PROPERTY FUND CENTRAL EUROPE LP.

B. En ce qui concerne l'augmentation du capital social.

Quatrième résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de cent sept mille euros (107.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux cent six mille euros (206.000,- EUR) à trois cent treize mille euros (313.000,- EUR), par l'émission de cent sept (107) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et libération

Et à l'instant, les cent sept (107) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune ont été souscrites par l'associée unique qui les a libérées en espèces, ensemble avec une prime d'émission totale de mille soixante-six euros (1.066,- EUR), de sorte que le montant de cent huit mille soixante-six euros (108.066,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

Cinquième résolution

L'associée unique décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à trois cent treize mille euros (313.000,- EUR) représenté par trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.»

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire la présente minute.

Signé: S. Van Den Broek, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 30 septembre 2005, vol. 469, fol. 57, case 3. – Reçu 1.080,66 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 30 septembre 2005.

A. Lentz.

(089054.3/221/213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

ING PFCE TOP HOLDCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 95.703.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 30 septembre 2005.

A. Lentz.

(089055.3/221/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

BUSINESS GOLF SOLUTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5460 Trintange, 9, rue Principale.
R. C. Luxembourg B 75.892.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05622, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, Luxembourg

Signature

(085968.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

LUX-HAM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 8, rue de Trintange.
R. C. Luxembourg B 51.197.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05631, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085978.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

LOBER SOPARFI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlange-sur-Mess, 5, rue Langenbetten.
R. C. Luxembourg B 85.844.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05632, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085979.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

PRIMELUX INSURANCE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R. C. Luxembourg B 110.977.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the fourteenth day of September.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

1) DEUTSCHE BANK AG, a company incorporated in accordance with and governed by the laws of Germany, having its registered office at 12, Taunusanlage, D-60325 Frankfurt, Germany,

represented by Wilhelm Schreiber, Managing Director of DEUKONA VERSICHERUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, residing at 17, Grosse Spillingsgasse, D-60325 Frankfurt, Germany,

by virtue of a proxy given in Frankfurt, on 12th September 2005, and

2) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., a company incorporated in accordance with and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

represented by Tomas Wittbjer, Director of DB Re, residing at 31, Tawioun, L-2612 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 2nd September 2005.

The above mentioned proxies, signed by all the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the above stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a company which they declared organized among themselves:

Chapter I. - Form, Name, Duration, Registered office, Object

Art. 1. Form. Name. There is hereby established among the appearing parties and all those who may become owners of the shares hereafter created, a company (the «Company») in the form of a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, named PRIMELUX INSURANCE S.A. and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

Art. 2. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 3. Registered Office. The registered office is located in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

It may be transferred by resolution of the Board of Directors to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, in the event that extraordinary military, political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Object. The object of the Company is to carry out, for itself or on behalf of third parties, all insurance and coinsurance business in any kind, in all classes of insurance with the exception of life insurance business, all reinsurance business, in Luxembourg or abroad, the holding of interest and direct or indirect participations in any company having a like or similar corporate object, as well as any movable, immovable, financial and any other transactions in relation to this corporate object or which it may deem useful for the development of its activities.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The corporate capital of the Company is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-) divided into one hundred thousand (100,000) shares, having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and each being fully paid up and having one vote.

Art. 6. Form and transfer of shares. The shares are and will remain in the registered form. A shareholders' register will contain the precise designation of each shareholder, the indication of the number of his shares and the transfers of shares, if any, and the dates thereof.

The sale or transfer of shares against or without consideration or because of death are not free. The following restrictions apply:

1. The shares may be freely sold or transferred between shareholders.

2. The sale or transfer of shares by a corporate shareholder is free, provided that it is made for the benefit of an associated company of the shareholder or its parent company.

3. In all other cases of sale or transfer of shares, there will be a preemption right in favour of the other shareholders. This right may be exercised under the following conditions:

The proposed sale or transfer must be notified to the Company by registered letter indicating the numbers of the shares, the surname, the first names, the occupation, the domicile and the nationality, or the name, registered office and registration number if it is a legal entity, of the prospective shareholder(s) as well as the purchase price of the shares proposed for sale. The share certificate of the share to be transferred, if any has been issued, must be joined to the letter and, if necessary, together with the documents giving evidence of the proposed sale or transfer of the shares.

Within thirty (30) days of the receipt of the notification, the Board of Directors must inform the shareholders, by registered letter with return receipt message, of the number and the purchase price of the shares to be sold or transferred.

The shareholders may acquire the shares within thirty (30) days. Should the offer exceed the number of proposed shares, and in the absence of agreement between the shareholders, the Board of Directors will proceed to the splitting of the shares among the shareholders, pro rata the number of shares they already hold and within the limits of their offer.

Should the shareholders fail to exercise their rights under the conditions and within the deadline set forth above, or in the case of a partial exercise thereof, the Board of Directors will have to designate, within the following thirty (30) days, any person or company of its choice as the acquirer of the shares in question.

The purchase price for the acquisition of the shares to be sold or transferred must be at least equal to the price offered by the proposed transferee. In the event of dispute regarding the serious nature of the offered price, like in the case that the price offered by this proposed transferee is not a price expressed in cash, or in the case of transfer or transmission without payment, the price for which the other shareholders may acquire the relevant shares is equal to the intrinsic value of the shares, including goodwill. Should a dispute arise on the intrinsic value thereof, the value will be set by an arbitrator, who will have to be chosen among persons having the title of bank professional or financier specialised in investments and having experience in the field of insurance and whose appointment will be agreed upon by all interested parties, and in the absence of such agreement, will be appointed by the President of the Tribunal d'Arrondissement of Luxembourg at the initiative of the party that first takes action; the other parties will have to be dully called. The award of this arbitrator will be final and conclusive.

4. In the event that the Board of Directors is requested to register in the register of the registered shares a sale or transfer, which is not in compliance with the present article, this registration request will be deemed as an offer to transfer shares; the Board of Directors will then have to inform the other shareholders in accordance with the pre-emption procedure mentioned above and which allows those shareholders to acquire the relevant shares.

5. The above-mentioned provisions apply to all cases of sale or transfer of shares, even a public sale by virtue of a court order or otherwise.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation and the laws for the amendment of these Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation and the laws for the amendment of these Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition and redemption of own shares. The Company may acquire and/or redeem its own shares.

The acquisition, holding and redemption of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the laws.

Chapter III. - Management, Supervision of the annual accounts

Art. 9. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members who need not be shareholders (the «Board of Directors»). Their mandate shall not exceed six (6) years and may be renewed. They may be removed at any time, with or without cause.

In the event of vacancy on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect by a majority of the votes a director to assume this function until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman. The Board of Directors will meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if two directors so require. The chairman will preside at all meetings of the Board of Directors and all meetings of shareholders, but in his absence the general meeting or the board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Written notices of any meeting of the Board of Directors will be given by letter or by telefax or by e-mail to all directors at least forty-eight (48) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice. The notice will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof.

The notice may be waived with the consent in writing, by telefax, or e-mail of each director.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or e-mail another director as his proxy.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two directors are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. If necessary, in the event of a tie, the vote of the chairman of the Board of Directors will be final.

In case of urgency, the Board of Directors may adopt decisions by affirmative unanimous circular vote, expressed in writing, by telefax or by e-mail, and documented in a single document or in several separate documents having the same content, provided that they must be unanimously approved by all directors. Any resolution adopted by the majority of the directors as regards the occurrence of urgency in the sense of this paragraph will be final and valid.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting and by one other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the Board of Directors or by two directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to perform all acts of disposal and administration necessary and useful for accomplishing the object of the Company, and it has all the powers which are not expressly reserved by these Articles of Incorporation or by the laws to the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may establish one or several committees, whose members may but need not be directors. In such event, the Board of Directors will appoint the members of this or these committees and will determine their powers.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions and procedure prescribed by the laws.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate all or part of the daily management of the business of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, managers and/or agents, who need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

The delegation of the daily management to a member of the Board of Directors is subject to the prior authorisation of the general meeting of shareholders.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of

such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he or she shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify any director or officer and his or her heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him or her in connection with any action, suit or proceeding to which he or she may be made a party by reason of his or her being or having been a director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he or she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he or she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he or she may be entitled.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or by the single signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Secretary. The Board of Directors may appoint a secretary and determine his or her function and compensation. Only the Board of Directors may remove the secretary.

Art. 17. Compensation of Directors. The general meeting may resolve to compensate the directors for the performance of their duties and it may set the amount of such compensation.

Art. 18. Independent External Auditor. The supervision of the annual accounts of the Company is entrusted to an independent external auditor. It is appointed by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. - Meeting of shareholders

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders will by rights be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the fifteenth (15th) April at 11.00 am or on any date close thereof. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. The Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the capital so require.

General meetings, including the annual general meeting, may be held abroad each time that, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Procedure - Vote. General meetings are convened in compliance with the provisions of the laws.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing or by telefax, or by e-mail as his proxy another person who need not be shareholder.

The board of director may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in the general meetings.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by the laws, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the Board of Directors or by any two directors.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Incorporation or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Incorporation or the laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Incorporation or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement.

In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the laws, a two-third majority of the votes of the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Chapter V. - Financial year, Distribution of earnings

Art. 22. Financial Year. The financial year of the Company begins on the first day of January and ends on last day of December of the same year.

Art. 23. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by the laws. The allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting may resolve to allocate all or part of the remainder of the annual net profits to a reserve or provision reserve or to carry it forward to the next following fiscal year, or to distribute it to the shareholders as a dividend.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as required by the laws for the amendment of the Articles of Incorporation. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by a general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation following the renunciation of the authorisation granted by the Minister responsible for the supervision of private insurance undertakings, the liquidator(s) must be agreed by the Commissariat aux Assurances.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and the law of December 6, 1991 on the insurance sector, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have fully paid in the amounts mentioned hereafter by a payment in cash.

Subscribers	Subscribed capital (EUR)	Number of shares	Amount paid-in (EUR)
1) DEUTSCHE BANK AG	9,900,000.-	99,000 shares	9,900,000.-
2) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.....	100,000.-	1,000 shares	100,000.-
Total	10,000,000.-	100,000 shares	10,000,000.-

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated to be less than hundred ten thousand Euro.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2005. The first annual general meeting will thus be held in the year 2006.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

1. The general meeting resolved to set at five (5) the number of members of the Board of Directors and further resolved to elect the following persons as members of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts as at 31 December 2005:

a) Mr Ernst Wilhelm Contzen, CEO of DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., having his professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mr Klaus-Michael Vogel, Managing Director of DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., having his professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

c) Mr Günter Dröse, Managing Director of DEUKONA VERMITTLUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, residing at 5A, Im Oelgarten, D-61440 Oberursel, Germany;

d) Mr Wilhelm Schreiber, Managing Director of DEUKONA VERSICHERUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, residing at 17, Grosse Spillingsgasse, D-60385 Frankfurt, Germany; and

e) Mr Tomas Wittbjer, Director of DB Re, residing at 31, Tawioun, L-2612 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Pursuant to the provisions of the Articles of Incorporation and of the company law the general meeting hereby authorises the Board of Directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more members of the Board of Directors.

3. The general meeting resolved to appoint as independent auditor, for a period at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts as at 31 December 2005,

KPMG AUDIT having its registered office at 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4. The general meeting resolved that registered office shall be located at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundfünf, am vierzehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) DEUTSCHE BANK A.G., eine Gesellschaft, gegründet gemäß deutschem Recht und den deutschen Gesetzen unterliegend, mit Gesellschaftssitz in 12, Taunusanlage, D-60325 Frankfurt, Deutschland, vertreten durch Wilhelm Schreiber, Geschäftsführer der DEUKONA VERSICHERUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, wohnhaft in 17, Grosse Spillingsgasse, D-60325 Frankfurt, Deutschland,

aufgrund einer in Frankfurt am 12. September 2005 gegebenen Vollmacht, und

2) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., eine Gesellschaft, gegründet gemäß luxemburger Rechts und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg unterliegend, mit Gesellschaftssitz in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

vertreten durch Tomas Wittbjer, Geschäftsführer der DB Re, wohnhaft in 31, Tawioun, L-2612 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

aufgrund einer in Luxemburg am 2. September 2005 gegebenen Vollmacht.

Die obenerwähnten Vollmachten, welche von den Kompargenten und dem amtierenden Notar unterzeichnet sind, bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die obengenannten Kompargenten haben den amtierenden Notar ersucht, nachstehenden, durch alle vorgenannten Kompargenten vereinbarten Gesellschaftsvertrag einer luxemburgischen Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Kapitel I. - Form, Name, Dauer der gesellschaft, Sitz, Zweck

Art. 1. Form, Name. Zwischen den unterzeichnenden Parteien und all jenen Personen, welche Inhaber der hier nach geschaffenen Aktien werden, wird hiermit eine Gesellschaft (die «Gesellschaft») in Form einer Aktiengesellschaft gegründet, die den Namen PRIMELUX INSURANCE S.A. trägt und die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 3. Sitz der Gesellschaft. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt. Er kann aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates in jeden Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Büros der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland können durch einen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Wenn außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art bevorstehen oder bereits eingetreten sind, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz beeinträchtigen, so kann der Verwaltungsrat durch einen Beschluss den Sitz der Gesellschaft vorübergehend bis zur völligen Beilegung dieser außergewöhnlichen Ereignisse in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg oder ins Ausland verlegen.

Diese vorübergehende Maßnahme hat keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft; sie behält unbeschadet dieser provisorischen Verlegung des Sitzes der Gesellschaft die luxemburgische Staatsangehörigkeit bei.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft umfasst jegliche Geschäfte, in eigenem Namen oder für Rechnung Dritter, auf dem Gebiet der Versicherung und Mitversicherung in allen ihren Zweigen mit Ausnahme von Lebensversicherungen, jegliche Rückversicherungsgeschäfte, in Luxemburg oder im Ausland, die direkte oder indirekte Beteiligung an Gesellschaften oder Unternehmen, deren Unternehmensgegenstand gleich oder ähnlich ist, jegliche Geschäfte mit beweglichen oder unbeweglichen Gütern sowie finanzieller oder anderer Art, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Verbindung stehen oder welche bei der Weiterentwicklung der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft hilfreich sind.

Kapitel II. - Kapital, Aktien

Art. 5. Kapital. Das Gesellschaftskapital ist auf zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000,-) festgesetzt, aufgeteilt in einhunderttausend (100.000) Aktien mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100,-) pro Aktie und jede Aktie ist vollständig eingezahlt und berechtigt zu einer Stimme.

Art. 6. Form und Übertragung von Aktien. Die Aktien sind und bleiben Namensaktien. Ein Aktienregister enthält eine genaue Bezeichnung jedes Aktionärs sowie die Angabe der Anzahl seiner Aktien, insofern anwendbar, der Übertragung der Aktien sowie der Daten solcher Übertragungen.

Der Verkauf oder die Übertragung von Aktien, mit oder ohne Gegenleistung oder in einem Todesfall, sind nicht frei. Folgende Beschränkungen sind anwendbar:

1. Die Aktien können unter den Gesellschaftern frei verkauft oder übertragen werden.

2. Der Verkauf oder die Übertragung von Aktien durch einen Aktionär ist frei, vorausgesetzt, dass sie zum Nutzen einer Gruppengesellschaft des Aktionärs oder deren Muttergesellschaft erfolgt.

3. In allen anderen Fällen von Verkauf oder Übertragung von Aktien wird ein Vorkaufsrecht zu Gunsten der übrigen Aktionäre bestehen. Dieses Recht kann unter folgenden Bedingungen ausgeübt werden:

Der vorgesehene Verkauf oder die vorgesehene Übertragung muss der Gesellschaft per Einschreiben bekannt gegeben werden, welcher die Anzahl der Aktien, den Namen, die Vornamen, den Beruf, den Wohnsitz und die Nationalität, oder den Namen, Gesellschaftssitz und die Registernummer falls es sich um eine juristische Einheit handelt, des/der voraussichtlichen Aktionärs/Aktionäre sowie den für den Verkauf vorgeschlagenen Kaufpreis enthält. Das Aktienzertifikat der zu übertragenen Aktie, falls ein solches herausgegeben wurde, ist dem Brief beizufügen, und zwar, falls erforderlich, zusammen mit den Dokumenten, welche den vorgesehenen Verkauf oder die Übertragung der Aktien bestätigen.

Innerhalb von dreißig (30) Tagen ab Empfang des Bescheids muss der Verwaltungsrat die Aktionäre per Einschreiben mit Rückschein über die Anzahl und den Kaufpreis der zu verkaufenden oder übertragenden Aktien benachrichtigen.

Die Aktionäre können die Aktien innerhalb von dreißig (30) Tagen erwerben. Sollte das Angebot die angebotenen Aktien überschreiten, und mangels Einigung der Aktionäre, wird der Verwaltungsrat die Teilung der Aktien im Verhältnis zur Anzahl der Aktien, die bereits von ihnen gehalten werden, und im Rahmen ihres Angebots vornehmen.

Sollten die Aktionäre ihr Recht nicht unter den oben bestimmten Bedingungen und innerhalb der obenerwähnten Frist ausüben, oder im Fall einer teilweisen Ausübung dieses Rechts, muss der Verwaltungsrat, binnen den dreißig (30) darauffolgenden Tagen, eine Person oder Gesellschaft seiner Wahl als Erwerber der betreffenden Aktien bestimmen.

Der Kaufpreis für den Erwerb der zu verkaufenden oder zu übertragenen Aktien entspricht mindestens dem vom Erwerber angebotenen Preis. Bei Rechtsstreitigkeiten betreffend die Ernsthaftigkeit des angebotenen Preises und falls der vom Erwerber angebotene Preis nicht in Bargeld ausgedrückt ist, oder bei Übertragung beziehungsweise Aushändigung ohne Zahlung entspricht der Preis, zu dem die übrigen Aktionäre die Aktien erwerben können, dem eigentlichen Wert der Aktien, inklusive Goodwill. Sollte ein Streit bezüglich des eigentlichen Wertes der Aktien aufkommen, wird der Wert durch einen Schiedsmann festgesetzt, der unter Personen auszuwählen ist, die nachgewiesenermaßen im Bankensektor tätig oder auf Investitionen spezialisierte Finanziers mit Erfahrung im Versicherungsbereich sind, und deren Ernennung mittels des Einverständnisses aller beteiligten Parteien erfolgt, und mangels eines solchen Einverständnisses durch den Vorsitzenden des Bezirksgerichtes von Luxemburg auf Initiative der zuerst handelnden Partei vorgenommen wird; die übrigen Parteien müssen ordnungsgemäß einberufen werden. Der Beschluss dieses Schiedsmannes wird endgültig und entscheidend sein.

4. Falls der Verwaltungsrat dazu aufgefordert ist einen Verkauf oder einen Transfer, der nicht in Übereinstimmung mit diesem Artikel ist, ins Aktienregister einzutragen, so gilt dieses Eintragungsgesuch als Angebot zwecks Aktienübertragung; der Verwaltungsrat ist in diesem Falle dazu verpflichtet, die übrigen Aktionäre gemäß der oben erwähnten Prozedur des Vorkaufsrechts zu informieren, die es diesen Aktionären erlaubt, die entsprechenden Aktien zu erwerben.

5. Die oben erwähnten Bestimmungen finden auf alle Fälle von Verkauf oder Übertragung von Aktien, einen öffentlichen Verkauf kraft eines Gerichtsbeschlusses oder Ähnlichem inbegriffen, Anwendung.

Art. 7. Erhöhung und Herabsetzung des Kapitals. Das Kapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrmals durch einen Beschluss der Hauptversammlung, gemäß den Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Mehrheit wie die, die für eine Satzungsänderung gemäß den Bedingungen dieser Satzung oder gegebenenfalls der Gesetze erforderlich sind, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die gegen Bareinzahlung zu zeichnenden neuen Aktien müssen bevorzugt den Aktionären im Verhältnis zu dem durch ihre Aktien vertretenen Teil des Kapitals angeboten werden. Der Verwaltungsrat bestimmt die Frist während welcher das Bezugsrecht ausgeübt werden kann. Diese Frist darf nicht weniger als dreißig Tage betragen.

Ungeachtet der obigen Bestimmungen kann die Gesellschafterversammlung, gemäß den Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Mehrheit wie die, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind, das Bezugsrecht beschränken oder ausschließen, sowie den Verwaltungsrat damit beauftragen.

Art. 8. Zurückkauf von eigenen Aktien. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Der Erwerb, der Besitz und der Rückkauf eigener Aktien muss gemäss den Bedingungen und Einschränkungen der Gesetze erfolgen.

Kapitel III. - Verwaltungsrat, Überprüfung des Jahresabschlusses

Art. 9. Verwaltungsrat. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von mindestens drei (3) Mitgliedern, welche nicht Gesellschafter sein müssen (der «Verwaltungsrat»). Ihr Mandat darf eine Höchstdauer von sechs (6) Jahren nicht überschreiten und kann erneuert werden.

Wenn ein Amt beziehungsweise mehrere Ämter von Verwaltungsratsmitgliedern wegen Todesfall, Rücktritt oder andernfalls, frei werden, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder das Recht, durch Mehrheitsbeschluss bis zur nächsten Hauptversammlung ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu wählen.

Art. 10. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat tritt aufgrund der Einberufung durch den Verwaltungsratsvorsitzenden zusammen. Eine Verwaltungsratssitzung muss abgehalten werden, wenn mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen. Der Verwaltungsratsvorsitzende hat bei allen Hauptversammlungen und allen Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz. In seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat beziehungsweise die Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der Anwesenden ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum zeitweiligen Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung beziehungsweise Versammlung.

Die schriftliche Einberufung jeder Verwaltungsratssitzung wird allen Verwaltungsratsmitgliedern per Brief oder per Telefax oder per Email mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor dem vorgesehenen Termin zugesandt, mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen, wobei die Einberufungen in solchen Fällen die Umstände dieser Dringlichkeiten beschreiben. Die Einberufung enthält Angaben über den Sitzungsort sowie die Tagesordnung, die der Sitzung zugrunde liegt.

Wenn die Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Brief, Telefax oder per E-mail hierzu vorliegt, kann auf das oben beschriebene Einberufungsverfahren verzichtet werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, in dem er diesem hierzu per Brief, Telefax oder E-mail Vollmacht erteilt.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültig beraten und ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend sind.

Die Entscheidungen werden durch Mehrheitsbeschluss aller in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Erforderlichenfalls ist bei Stimmgleichheit die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

In Dringlichkeitsfällen können die Verwaltungsratsmitglieder Entscheidungen durch einen einstimmig zustimmenden Zirkularbeschluss treffen, schriftlich, per Telefax oder per E-mail, festhalten welche in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts festgehalten sein, vorausgesetzt dass sie alle einstimmig von allen Verwaltungsratsmitgliedern bestätigt wurde.

Jegliche Beschlüsse von der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder getroffen wurden bezüglich den Dringlichkeitsfällen im Sinne dieses Artikels sind endgültig und rechtskräftig.

Art. 11. Protokolle von Verwaltungsratssitzungen. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Sitzungsvorsitzenden und von einem Verwaltungsratsmitglied unterschrieben. Die Vollmachten werden dem Protokoll beigefügt.

Kopien oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden müssen, werden entweder vom Sitzungsvorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 12. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die weitest gehenden Befugnisse um die Geschäfte der Gesellschaft zu verwalten und um alle Handlungen bezüglich der Verfügung und Verwaltungsakte vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sein könnten, und er hat sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich der Hauptversammlung übertragen haben.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Gremien einrichten, deren Mitglieder nicht Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat die Mitglieder dieses oder dieser Gremien ernennen und ihre Befugnisse bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann, gemäss den vom Gesetz vorgeschriebenen Bestimmungen und Prozeduren, entscheiden Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 13. Übertragung von Vollmachten. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Verwaltung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft innerhalb dieser täglichen Verwaltung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Angestellten, Direktoren oder Bevollmächtigten, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, oder einer oder mehreren Personen oder Bevollmächtigten seiner Wahl besondere Befugnisse oder Vollmachten übertragen oder letztere mit dauernden oder zeitweisen Funktionen ausstatten.

Zu der Übertragung der täglichen Geschäftsführung auf ein Verwaltungsratsmitglied muss die Gesellschafterversammlung der Aktionäre vorher ihre Zustimmung geben.

Art. 14. Interessenkonflikt. Kein Vertrag oder ein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma darf durch die Tatsache beeinträchtigt werden oder ungültig werden, dass der Geschäftsführer oder eine oder mehrere Führungskräfte oder ein oder mehrere Aufsichtsratsmitglieder der Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft oder Firma ist. Jeder Geschäftsführer oder jede Führungskraft oder jedes Aufsichtsratsmitglied der Gesellschaft, die als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag eingeht oder sonstige Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Beziehung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht automatisch daran gehindert werden, an den Beratungen und Abstimmungen oder an Handlungen hinsichtlich irgendeiner Angelegenheit in bezug auf diesen Vertrag oder dieses Geschäft teilzunehmen.

Ungeachtet des Vorstehenden soll jedes Mitglied des Verwaltungsrates im Falle eines persönlichen Interesses an einer Geschäftstätigkeit der Gesellschaft, dies dem Verwaltungsrat bekannt machen und nicht über diese Geschäftstätigkeit der Gesellschaft mit beraten oder abstimmen. Diese Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds ist der nächsten Hauptversammlung zu berichten.

Die Gesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder oder die Angestellten oder Arbeitnehmer, und, wo dies der Fall ist, deren Nachkommen, Erben, Erbvollstrecker und Verwalter für sämtlichen Schadensersatz und vernünftige Auslagen, die sie in ihrer Eigenschaft als Partei im Zusammenhang mit einer Handlung, einer Klage oder einem Verfahren in ihrer Eigenschaft als Anteilinhaber, Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Angestellter oder Arbeitnehmer der Gesellschaft, oder, auf Verlangen der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, deren Anteilinhaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, zahlen mussten und für die sie keine anderweitige Entschädigung bekommen, entschädigen. Diese Entschädigung spielt nur mit Ausnahme der Angelegenheiten, deretwegen die vorgenannten Personen in besagter Handlung, Klage oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurden. Im Falle einer Einigung bezieht sich die Entschädigung nur auf jene Punkte der Einigung, zu denen der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater dargelegt wurde, dass die zu entschädigende Person sich keiner groben Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft schuldig gemacht hat. Das vorgenannte Recht auf Entschädigung schließt keine anderen Entschädigungsansprüche, zu welchen die Satzung berechtigt, aus.

Art. 15. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten rechtlich gebunden entweder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift der mit der täglichen Geschäftsführung betrauten Personen im Rahmen dieser täglichen Geschäftsführung sowie durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift der Personen, welchen vom Verwaltungsrat ein solches Unterschriftenrecht eingeräumt wurde, dies jedoch nur im Rahmen dieser Vollmacht.

Art. 16. Sekretär. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär ernennen und seine Funktion und Abfindung bestimmen. Der Sekretär kann nur durch den Verwaltungsrat abberufen werden.

Art. 17. Abfindung der Gesellschaftsratsmitglieder. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen die Verwaltungsratsmitglieder für die Erfüllung ihrer Pflichten zu entschädigen und kann die Höhe dieser Entschädigung festsetzen.

Art. 18. Revisor. Die Beaufsichtigung der alljährlichen Konten der Gesellschaft wird einem externen eigenständigen Revisor anvertraut. Er wird von der Gesellschafterversammlung ernannt.

Kapitel IV. - Gesselschafterversammlung

Art. 19. Jährliche Gesellschafterversammlung. Die jährliche Gesellschafterversammlung tritt jedes Jahr am fünfzehnten April um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an dem im Einberufungsbescheid angegebenen Ort zusammen. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so wird die jährliche Gesellschafterversammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Der Verwaltungsrat kann andere Gesellschafterversammlungen einberufen. Diese müssen einberufen werden, wenn Aktionäre, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, die Einberufung verlangen.

Die Gesellschafterversammlungen, einschließlich die jährliche Gesellschafterversammlung, können jedes Mal dann auch im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, welche allein vom Verwaltungsrat abgeschätzt werden, eingetreten sind.

Art. 21. Prozedur, Wahl. Gesellschafterversammlungen werden durch den Verwaltungsrat gemäß den gesetzlichen Vorschriften einberufen.

Für den Fall, dass alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, die der Sitzung zugrunde gelegte Tagesordnung zu kennen, kann diese auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Jeder Aktionär kann an den Versammlungen teilnehmen, in dem er per Brief, Telefax oder per E-mail einen Bevollmächtigten ernennt, der nicht Aktionär der Gesellschaft sein muss.

Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen, die zur Teilnahme an den Gesellschafterversammlungen zu erfüllen sind, festlegen.

Jede Aktie gewährt ein Recht auf eine Stimme.

Falls das Gesetz nichts anderes vorschreibt, werden die Beschlüsse durch einfache Mehrheit gefasst, unbeachtet der Zahl der Aktien, die bei dieser Sitzung vertreten sind.

Die Kopien oder Auszüge von Protokollen der Versammlung, welche vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden müssen, werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Bei jeder Hauptversammlung, mit Ausnahme der außerordentlichen, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, werden die Beschlüsse mit einfacher Mehrheit und ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien angenommen.

Bei jeder Hauptversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, einberufen wurde, entspricht das Quorum mindestens der Hälfte aller ausgegebenen und noch ausstehenden Aktien. Sollte das genannte Quorum nicht anwesend sein, kann eine zweite Versammlung einberufen werden, welche keinem Quorumersfordernis unterliegt.

In einer solchen außerordentlichen Hauptversammlung ist zur Annahme eines vorgeschlagenen Beschlusses eine Zwei-Drittel Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre erforderlich.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Gewinnverteilung. Vom Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Reserve zugewiesen. Die Verpflichtung zu dieser Zuweisung entfällt, sobald und solange die gesetzliche Reserve zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals darstellt.

Die Hauptversammlung kann entscheiden, den gesamten oder einen Teil des Saldos auf ein Reserve- oder Provisionskonto zu überweisen, ihn auf neue Rechnung zu übertragen oder ihn in Form von Dividenden an die Aktionäre auszuschütten.

Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation

Art. 24. Auflösung, Liquidation. Die Hauptversammlung kann zu jeder Zeit unter denselben Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Mehrheit wie die, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind, die Auflösung der Gesellschaft entscheiden. Bei Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können, vorgenommen, die durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, welche gleichzeitig ihre Befugnisse und Bezüge festlegt.

Im Fall einer Liquidation welche einer Verweigerung der Erlaubnis vom zuständigen Minister für die Beaufsichtigung der Privatversicherungs-untemeahmen, braucht (brauchen) der (die) Liquidator(en) das Einverständnis des Commissariat aux Assurances.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle Punkte, die nicht durch die gegenwärtige Satzung geregelt wurden, berufen sich die Parteien auf das Gesetz vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Form und auf das Gesetz vom 6. Dezember 1991 betreffend den Versicherungssektor in seiner derzeit geltenden Form.

Zeichnung und Einzahlung

Nachdem die erschienenen Parteien somit die Satzung der Gesellschaft aufgestellt haben, haben sie folgende Aktien gezeichnet und folgende Summen vollständig in bar eingezahlt:

Aktionäre	Gezeichnetes Kapital (EUR)	Anzahl der Aktien	Zahlung (EUR)
1) DEUTSCHE BANK AG.	9.900.000,-	99.000	9.900.000,-
2) DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.	100.000,-	1.000	100.000,-
Total.	10.000.000,-	100.000	10.000.000,-

Schätzung der Kosten

Die Auslagen, Kosten, Honorare und Unkosten jeglicher Art, die der Gesellschaft durch ihre Gründung entstehen, werden auf weniger als hundertzehntausend Euro geschätzt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2005. Die Jahreshauptversammlung tritt daher zum ersten Mal im Jahr 2006 zusammen.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Die obengenannten Parteien, welche die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals darstellen, haben sich zu einer außerordentlichen Hauptversammlung zusammengefunden. Sie erklären, hierzu formgerecht geladen zu sein.

Nachdem sie festgestellt haben, dass die gegenwärtige Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen ist, haben sie jeweils einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Hauptversammlung hat beschlossen, die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates auf fünf (5) festzulegen, und weiterhin wird beschlossen, folgende Personen für einen Zeitraum, der mit der ordentlichen Hauptversammlung, die die jährlichen Konten vom 31. Dezember 2005 annimmt, endet, zu Mitgliedern des Verwaltungsrates zu wählen:

a) Herrn Ernst Wilhelm Contzen, Vorstandsvorsitzender der DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., beruflich wohnhaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

b) Herrn Klaus-Michael Vogel, Generaldirektor der DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A., beruflich wohnhaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

c) Herrn Günter Dröse, Generaldirektor der DEUKONA VERSICHERUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, wohnhaft in 5A, Im Oelgarten, D-614401 Oberursel, Deutschland;

d) Herrn Wilhelm Schreiber, Geschäftsführer der DEUKONA VERSICHERUNGS-VERMITTLUNGS-GmbH, wohnhaft in 17, Grosse Spillingsgasse, D-60385 Frankfurt, Deutschland; und

e) Herrn Tomas Wittbjer, Geschäftsführer der DB Re, wohnhaft in 31, Tawion, L-2612 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Gemäß den Bestimmungen der Satzungen und des Gesellschaftsrechts beschließt die Hauptversammlung den Verwaltungsrat zu ermächtigen, die tägliche Geschäftsführung und die Vertretung der Gesellschaft im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, an ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates zu übertragen.

3. Die Hauptversammlung hat beschlossen, für einen Zeitraum, der mit der ordentlichen Hauptversammlung, die die jährlichen Konten vom 31. Dezember 2005 annimmt, endet:

KPMG AUDIT, mit Gesellschaftssitz in 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Wirtschaftsprüfer zu ernennen.

4. Die Hauptversammlung hat beschlossen, dass sich der Gesellschaftssitz in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, befinden wird.

Woraufhin vorliegende Urkunde, am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Der unterzeichnende Notar, der des Englischen mächtig ist, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der weiter oben erwähnten Parteien in englischer Sprache verfasst ist und von einer Fassung in deutscher Sprache gefolgt wird; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: W. Schreiber, T. Wittbjer, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette am 19. September 2005, Band 897, Blatt 21, Feld 9. – Erhalten 100.000 Euro.

Der Einnehmer (gezeichnet): Ries.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 27. September 2005.

J.-J. Wagner.

(088923.3/239/580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

MAROLDT PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 5, rue Kalchesbruck.
R. C. Luxembourg B 41.849.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05626, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085980.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

MAROLDT PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 5, rue Kalchesbruck.
R. C. Luxembourg B 41.849.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05628, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085981.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

EPILPRO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3326 Crauthem, 4, rue Jean Braun.
R. C. Luxembourg B 58.776.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05635, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085982.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

CONTERN EXPLOITATION, Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Macadam.
R. C. Luxembourg B 67.586.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05636, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085983.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

ATRIA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Macadam.
R. C. Luxembourg B 88.590.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05639, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085984.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

S.L.R., SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE RECOUVREMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5681 Dalheim, 1D, Wasserklapp.
R. C. Luxembourg B 17.319.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05647, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(085986.3/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

SC-ER SPECIAL OPPORTUNITY HOLDINGS S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 65.243.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 682 du 23 septembre 1998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06358, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

(085999.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

B.C. HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 64.560.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 mai 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 579 du 10 août 1998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06356, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

(086000.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

IMMO BELGE INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 75.378.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06488, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Signature.

(086024.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

EURPLAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Strassen.
R. C. Luxembourg B 68.363.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06484, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Signature.

(086028.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

WIZ'ART, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 68.461.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06539, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Signature.

(086031.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 28.839.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2005, réf. LSO-BI05877, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATIONS S.A., société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, société anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(086041.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

ONCOVIEW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 76.180.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 2005, réf. LSO-BI03401, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour la société

Signature

(086055.3/1091/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

COMMUNICATION TECHNOLOGIES & STRATEGIES INTERACTIVES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 88.308.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 2005, réf. LSO-BI03403, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour la société

FIDUCIAIRE LUXEMBOURG PARIS GENEVE, S.à r.l.

Signature

(086057.3/1091/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

HUBBELL LUXEMBOURG II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 16.900,-

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 101.558.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2004 de HUBBELL INCORPORATED, enregistrés à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06460, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Signature.

(086064.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

ARAL LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.
H. R. Luxemburg B 5.722.

Im Jahre zweitausend und fünf, den elften im August.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft ARAL LUXEMBOURG S.A. (die «Gesellschaft») eine Société Anonyme, mit eingetragenem Sitz an 36, route de Longwy, L-8080 Bertrange, gegründet als société anonyme gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Roger Würth, mit Amtswohnsitz in Luxemburg am 19. Juli 1957, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), Nummer 65 am 14. August 1957.

Die Satzungen wurden mehrere Male abgeändert, und zum letzten Mal durch Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger am 30. Mai 2003, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 735 am 11. Juli 2003 veröffentlicht wurden.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Pierre Elvinger, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung ernennt zum Schriftführer Stéphane Pisani, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg und zum Stimmzähler Alix Bijoux, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Die vertretenen Gesellschafter sowie die Zahl der Gesellschaftsanteile ergibt sich aus einer Anwesenheitsliste, die von den Bevollmächtigten, dem Vorsitzenden, dem Schriftführer, dem Stimmzähler und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde.

Diese Liste sowie die ausgestellten Vollmachten, bleiben ebenfalls gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mitformalisiert zu werden.

Die erwähnte Liste wird mit der gegenwärtigen Urkunde bei den Behörden registriert werden.

Aus dieser Anwesenheitsliste ergibt es sich dass alle hundertzehntausend (110.000) Geschäftsanteile der Gesellschaft in dieser Versammlung vertreten sind, so dass die Versammlung rechtsgültig einberufen wurde und rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung beraten kann.

2. Die Tagesordnung der Versammlung ist wie folgt:

Abänderung von Artikel 14 Absatz 2 der Satzung wie folgt:

«Die jährliche Hauptversammlung findet am zweiten Freitag des Monats Juni um 11.00 Uhr vormittags statt.»

Nach Beratung, fasst die Versammlung sodann einstimmig folgenden Beschluss:

Einziger Beschluss

Die Versammlung beschloss das die jährliche Hauptversammlung am zweiten Freitag des Monats Juni um 11.00 Uhr vormittags stattfindet und somit Artikel 14, Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

«Die jährliche Hauptversammlung findet am zweiten Freitag des Monats Juni um 11.00 Uhr vormittags statt.»

Kosten

Die Ausgaben, Kosten und Gebühren aus jeweiligen Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Abänderung der Satzung erwachsen sind, auf ungefähr EUR 800,- zu schätzen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Der unterzeichnete Notar, der die deutsche Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit dass die vorliegende Urkunde in deutscher Sprache ausgefertigt wird, auf Antrag der erschienenen Personen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, Datum wie anfangs erwähnt.

Und nach Vorlesung dieser Urkunde an die Kompargenten, die dem Notar bekannt sind durch ihre Namen, Vornamen, zivilen Status und ihrer Herkunft, haben dieselben diese Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: P. Elvinger, S. Pisani, A. Bijoux, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 août 2005, vol. 149S, fol. 68, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 5. September 2005.

J. Elvinger.

(086062.2/211/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

SOCIETE FINANCIERE CREMONESE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 46.395.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 30 septembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(086071.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

BEURITZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 84.264.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 29 août 2005 a pris acte de la démission de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Bastiaan Schreuders, avec effet au 4 août 2005, et a appelé en son remplacement MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Puis, cette Assemblée a appelé aux fonctions d'administrateur UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg en remplacement de Monsieur Colm Smith. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Enfin, cette Assemblée a décidé de transférer le siège social du 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- MONTEREY SERVICES S.A., Administrateur;
- UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., Administrateur;
- Monsieur Ewald Van Wees, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour BEURITZ S.A.

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00438. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088422.3/029/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

BEURITZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 84.264.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00437, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour BEURITZ S.A., Société Anonyme

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

(088336.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

BEURITZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 84.264.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00436, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour BEURITZ S.A., Société Anonyme

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

(088339.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.
